

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 04 FEVRIER 2014**

CH/RT

**OBJET : N° 1.6. – ADMINISTRATION GENERALE –
AUTORISATION OCCUPATION DOMAINE PUBLIC SYNDICAL – CONVENTIONS-CADRE –
MODIFICATION -**

L'an deux mille quatorze, le quatre du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Marie DURIEU, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean OZIL, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Max THIBON, Vice-Président du Syndicat,

M. Jean COROMINA, Vice-Président du Syndicat,
M. Roland BOULLE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques BOYER, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean POUZACHE, Vice-Président du Syndicat,
M. René UGHETTO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacky BARBE, Vice-Président du Syndicat.

A été élu secrétaire de séance : M. Max THIBON.

**OBJET : N° 1.6. – ADMINISTRATION GENERALE –
AUTORISATION OCCUPATION DOMAINE PUBLIC SYNDICAL – CONVENTIONS-CADRE –
MODIFICATION -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 23 novembre 2009).

Par délibération du 13 novembre 2007, le Bureau Syndical a adopté la création de trois conventions-cadre destinées à déterminer les conditions techniques, administratives et financières auxquelles est subordonnée l'autorisation d'occupation du domaine syndical, correspondant à l'emprise de l'ancienne voie ferrée, par un réseau mis en œuvre par une Collectivité, un Service Public hors Collectivité ou un tiers privé.

Les conventions-cadre ainsi établies font état de dispositions qu'il y a lieu de respecter obligatoirement lors de l'exécution des travaux dans les cas suivants :

- Pose d'un réseau en parallèle à l'ouvrage ossature du SEBA sur l'emprise de l'ancienne voie ferrée,
- Pose d'un réseau en traversée avec ouvrage ossature du SEBA présent,
- Pose d'un réseau en traversée sans ouvrage ossature du SEBA.

Pour l'ensemble de ces travaux, des dispositions techniques précises sont prévues, relatives notamment à la largeur de la tranchée, la distance minimale entre la génératrice inférieure du réseau du SEBA et la génératrice supérieure du réseau du fourreau posé par les différents opérateurs réseau.

Toutefois, dans le cas d'un réseau posé en parallèle du réseau-ossature sur l'ancienne voie ferrée, les conventions-cadre susvisées ne précisent pas quelle distance respecter de part et d'autre de l'axe du réseau-ossature, dont l'implantation sur certains secteurs spécifiques n'est pas toujours déterminée avec précision, compte-tenu des évolutions successives de certains tronçons de l'ancienne voie ferrée utilisés pour la création de voiries communales ou départementales.

Aussi, dans le cas de travaux destinés à la pose d'un réseau en parallèle du réseau-ossature, il est proposé de modifier l'article 4 des trois conventions-cadre existantes, relatif aux modalités d'exécution des travaux, en précisant la distance à respecter de part et d'autre de l'axe du réseau-ossature, à savoir 2,5 mètres.

Il est proposé d'intégrer cette nouvelle disposition et de la transcrire de la manière suivante :

« Cas de pose d'un réseau en parallèle du réseau ossature existant sur l'ancienne voie ferrée :

*La fouille sera effectuée en technique traditionnelle déblai-remblai sur une largeur de 0,50 mètre. La fouille pourra être effectuée à l'aide d'une technique mécanisée (trancheuse). L'ouvrage sera déporté au maximum de l'axe de l'ancienne voie ferrée, en limite de propriété du SEBA **en respectant un minimum à 2,50 mètres de part et d'autre de l'axe du réseau-ossature existant, et ce, afin de respecter la plateforme disponible et nécessaire pour l'exercice des compétences du SEBA ; en particulier, aucune implantation d'infrastructure n'est autorisée en implantation supérieure à la conduite.** »*

Le Bureau Syndical est appelé à se prononcer favorablement sur cette proposition, étant précisé que les autres articles des conventions-cadre existantes susmentionnées restent inchangés.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL